

# La Maison des associations se solidarise

L'Entente des fédérations d'associations de migrants a adressé une lettre ouverte au gouvernement sortant et au futur pouvoir politique, exhortant à une solution définitive au foyer de Mühlenbach.

L'Entente, qui regroupe cinq associations et dont les locaux se trouvent à Luxembourg au rez-de-chaussée du foyer, souhaite exprimer sa solidarité envers ses voisins.

De notre journaliste  
Claude Damiani

Mir hunn Aarbechter geruff - Mënsche si komm» («Nous avons appelé des ouvriers - des

hommes sont venus»). La lettre ouverte datant du 31 octobre dernier débute par une citation symbolique de 1965, tirée de l'écrivain suisse Max Frisch, dans son introduction au livre *Siamo italiani - Die Italiener. Gespräche mit italienischen Arbeitern in der Schweiz* (Nous sommes italiens - Les Italiens. Entretien avec des ouvriers italiens de Suisse) d'Alexander J. Seiler. Un ouvrage qui se base sur le premier documen-

taire traitant de l'immigration italienne en Suisse et faisant partie de la vague du «nouveau cinéma suisse», s'étendant de 1964 à 1984.

Pour étayer sa missive, l'Entente des fédérations d'associations de migrants du Luxembourg s'est basée sur une référence ayant à l'époque suscité la polémique. Seiler écrivait en effet que «plus de 500 000 Italiens vivent et travaillent en Suisse. Ils représentent un "problème" (...)

Comme "problème", ils sont discutés, comme êtres humains, ils demeurent inconnus.» Un constat confirmé par Max Frisch dans la préface de l'ouvrage de Seiler : «On a voulu des bras, ce sont des hommes qui sont venus...»

## ► «Revoir et geler les mesures prises»

Un parallèle entre Suisse et Luxembourg que l'Entente souhaite mettre en lumière, rappelant dans son courrier que «le Luxembourg ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans l'apport considérable de milliers de personnes issues d'horizons divers». Avant de dénoncer la «non-politique» en place, consistant à ne pas «agir par la voie d'une politique d'accueil volontariste et proactive». En cause, la situation jugée «absurde et inacceptable» d'une trentaine d'ouvriers menacés d'expulsion du foyer de Mühlenbach, structure créée il y a plus de 20 ans et devenue «bon gré, mal gré, un foyer pour ouvriers migrants seuls».

La principale raison invoquée pour leur sortie forcée et ce, malgré le délai accordé de «3 à 6 mois», suite à une entrevue entre l'ASTI et le ministre de la Famille et de l'Intégration, Marc Spautz, est «leur statut (qui) ne leur permet plus d'occuper cette soi-disant catégorie d'hébergement d'accueil».

Une menace de devoir quitter les lieux qui a rapidement fait monter au créneau déi Lénk au niveau national, mais également l'eurodéputée du Bloc de gauche portugais Marisa Matias au niveau européen, qui s'est empressée de poser une question à caractère urgent à Bruxelles, dont on attend encore la réponse.

Pour l'Entente, «sise au rez-de-chaussée de cet immeuble appelé "Foyer pour hommes", l'interprétation de la loi ou du règlement qui ré-

git cette situation (NDLR: loi du 16 décembre 2008, concernant l'accueil et l'intégration des étrangers) s'avère inhumaine et met au grand jour la faille du pouvoir politique en matière d'immigration et d'intégration.» L'Entente entend exprimer sa solidarité envers ses actuels 85 voisins «dont les ressources financières ne leur permettent pas d'affronter l'impitoyable loi du marché immobilier au Luxembourg» et récuse l'unique alternative consistant à faire fleurir le commerce du sommeil, illustrée par les «chambres-taudis dans des cafés louées à des prix invraisemblables».

## ► «Reclasser définitivement l'immeuble»

À cet effet, l'Entente estime devoir lancer un appel pressant à l'intention du pouvoir politique encore en place et au prochain gouvernement, afin de «revoir et geler immédiatement les mesures qui ont été prises, reclasser définitivement l'immeuble du 46, rue de Mühlenbach en «foyer pour travailleurs migrants seuls», procéder à une concertation avec le tissu social et associatif en vue de travailler à de nouvelles pistes pour la mise en place d'une vraie loi d'accueil, favoriser soit par le biais des institutions publiques, soit avec le concours du monde associatif, une politique volontariste et dynamique en faveur des processus d'intégration, tout mettre en oeuvre pour faciliter l'accès au logement face à la nouvelle vague d'immigration (et) mettre en place et ce, à court terme, des mesures innovantes en faveur d'une politique de logements sociaux qui tienne compte des revenus des plus démunis.»

Quel avenir dans le dossier de Mühlenbach? La pression s'intensifie en tous cas sur les autorités...



Photo : Claude Damiani

La lettre ouverte exige un reclassement définitif de l'immeuble en «foyer pour travailleurs migrants seuls».